

Bulletin BCRÉI

Édition d'été 2026



Le BCRÉI est le Bureau des congrégations religieuses pour l'écologie intégrale, au sein duquel les congrégations religieuses catholiques collaborent pour renforcer leur influence sur les changements politiques en faveur de la justice écologique et de la réconciliation.

PLAIDOYER CONJOINT

TRANSFORMER LA DETTE EN ESPOIR



Le rôle du BCRÉI dans un appel collectif à la justice de la dette

Après quinze mois de travail constant de sensibilisation et de plaidoyer, la campagne *Turn Debt Into Hope* (*Transforme la dette en espoir*) a connu un point culminant marquant le 28 avril 2026, avec une table ronde lors d'un déjeuner parlementaire pour les députés et un rassemblement mobilisateur sur la Colline du Parlement à Ottawa.

En 2025, pour marquer l'Année du Jubilé, la campagne mondiale a été lancée, grâce au leadership de Caritas Internationalis et de Développement et Paix – Caritas Canada. Au Canada, KAIROS Canada a coordonné une coalition œcuménique avec quatre autres organisations clés: Le Le BCRÉI, Développement et Paix – Caritas Canada, Citoyens pour la justice publique et le Conseil canadien des Églises.

Pour le BCRÉI, ces événements ont marqué non seulement la fin d'une campagne nationale et la reconnaissance de la force du travail en coalition, mais aussi une démonstration claire de ce qu'il est possible de réaliser lorsque les religieux s'engagent auprès de leurs dirigeants élus avec courage et espoir.



Facebook.com/orcie.org/
Instagram.com/orcie.bcrei/



PLAIDoyer CONJOINT



Les contributions du BCRÉI

- Des membres de congrégations religieuses de partout au Canada ont participé à des webinaires, à des séances d'éducation et de sensibilisation, et ont recueilli des signatures pour les pétitions tout au long de l'année 2025-2026.
- Sasquia a rédigé un article intitulé Le lien entre la dette écologique et l'exploitation financière mondiale, dans lequel elle explore le concept de dette écologique à travers un document de synthèse approfondi consacré aux liens profondément enracinés entre la destruction de l'environnement, les héritages coloniaux et les disparités économiques persistantes entre le Nord et le Sud.
- Grâce au projet «Voix du Sud global», le BCRÉI a intégré les récits et les points de vue de religieux et religieuses du Sud global à nos efforts de plaidoyer politique pour que le Canada paie sa juste part aux fonds d'adaptation, d'atténuation et de pertes et dommages dans le Sud global. Les perspectives du Sud global sont essentielles pour sensibiliser la population canadienne et créer la volonté politique nécessaire à une réponse plus solide face aux changements climatiques. Notamment, le témoignage de sœur Ligia Molina, CND, du Honduras, a été utilisé pour le communiqué de presse et le rassemblement de TDEE le 26 avril 2026, offrant des exemples de l'impact direct de la crise de la dette.
- Sasquia a été l'une des principales intervenantes lors de la table ronde «Répondre à l'appel des conférences épiscopales catholiques du Sud en faveur de la justice climatique» à Belém, au Brésil, dans le cadre de la COP30.
- Geneviève a participé au Sommet Civil 7 (C7) en avril à Ottawa pour renforcer les recommandations adressées aux dirigeants du G7 concernant l'annulation de la dette, la réforme du système financier et la mise en place d'un cadre équitable de gestion de la dette au sein de l'ONU – voir le communiqué final du C7.
- Grâce au soutien de Sarah Rudolph, IBVM, dans la perspective de la quatrième Conférence sur le financement du développement qui se tiendra en Espagne à l'été 2025, le BCRÉI a rencontré plusieurs hauts fonctionnaires de Finances Canada et d'Affaires mondiales Canada pour leur faire part de ses recommandations concernant la position du Canada sur la dette et le financement de la lutte contre les changements climatiques. Tout au long de 2025-2026, le BCRÉI a rencontré le personnel de Finances Canada à trois reprises pour tisser des liens et montrer l'engagement de la société civile sur la question de la dette souveraine.
- Au nom des congrégations religieuses, le BCRÉI a rédigé, mis au point et signé des lettres de la coalition exhortant le ministre des Finances Champagne et le premier ministre Carney à prendre l'initiative en matière de justice relative à la dette souveraine lors de forums mondiaux clés, et à rencontrer la coalition dans les meilleurs délais.
- Huit congrégations de le BCRÉI ont participé à la stratégie de plaidoyer intitulée Pétition sur le document parlementaire, en recueillant des signatures et en veillant à ce que la voix des congrégations religieuses soit entendue dans les bureaux des députés locaux. Cet engagement local en matière de plaidoyer s'est avéré essentiel.
- Dans le cadre des journées de formation et de lobbying organisées par le BCRÉI, des réunions du personnel et de la campagne de pétition parlementaire, le BCRÉI a rencontré dix députés de trois partis politiques différents pour plaider en faveur de la justice en matière de dette, de la réforme du système financier et du financement de la lutte contre les changements climatiques.



PLAIDOYER CONJOINT

Une rencontre décisive : les Sœurs de Saint-Joseph et le député Rob Oliphant



De gauche à droite : Sasquia Antúnez Pineda (membre du personnel du BCRÉI), Vickie McNally (membre du personnel du CSJ), sœur Pat Boucher (CSJ), le député Rob Oliphant et sœur Janet Speth (CSJ)

En mars, malgré un travail considérable et après des mois de silence de la part des cabinets des ministres, la coalition avait du mal à trouver un représentant du gouvernement pour recevoir les pétitions sur la crise de la dette lors d'un rassemblement prévu le 28 avril. Le 30 mars, les Sœurs de Saint-Joseph de Toronto, accompagnées de Sasquia, une membre du personnel du BCRÉI, ont rencontré le député Rob Oliphant, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères, dans son bureau de circonscription.

Grâce à cette rencontre, qui s'inscrivait dans le cadre de la présence et de l'œuvre continues des sœurs dans sa circonscription, une porte s'est ouverte sur tout ce dont la coalition avait besoin, et même plus. Le député Oliphant a confirmé :

- Présenter la pétition parlementaire à la Chambre des communes
- Être présent et recevoir les plus de 75 500 signatures de la pétition lors du rassemblement du 28 avril
- Organiser, avec les Sœurs de Saint-Joseph de Toronto, un déjeuner parlementaire et une table ronde pour les députés le matin du rassemblement sur la Colline

Un grand merci à Pat Boucher, CSJ, Janet Speth, CSJ, ainsi qu'aux membres du personnel Sabrina Chiefari et Vickie McNally pour leur implication dans la campagne de sensibilisation, leur travail assidu dans l'organisation de la rencontre avec le député Oliphant, et pour avoir si chaleureusement accueilli l'équipe du BCRÉI à Toronto.



PLAIDOYER CONJOINT

Le 28 avril : une journée de témoignage et d'espoir

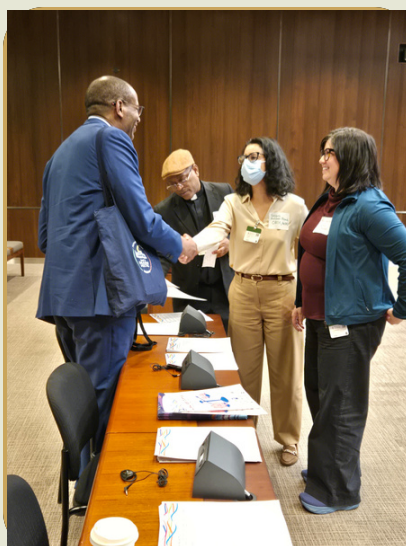
Le 28 avril a marqué le point culminant de la campagne « Turn Debt Into Hope », qui a débuté par un déjeuner parlementaire et une table ronde intitulée « Transforme la dette en espoir: Pourquoi la lutte contre la dette souveraine est-elle importante pour la stabilité mondiale et le développement durable? ».

Plusieurs députés étaient présents, notamment Elizabeth May (Verts), Brendan Hanley (Libéraux), James Maloney (Libéraux) et Greg Fergus (Libéraux), ainsi que des membres du personnel parlementaire, des représentants d'organismes de la société civile, dont ONE Campaign, Results Canada, le Réseau canadien pour la responsabilité des entreprises, le Réseau d'action pour le climat du Canada, le Citizens' Climate Lobby et des membres de KAIROS. Leur présence reflétait l'intérêt général, au-delà des clivages politiques, pour la justice en matière de dette.



Conférenciers : Wesley Chibamba (Caritas Afrique); Dean Detloff et Kiegan Irish (Développement et Paix – Caritas Canada); Caroline Brouillette (Réseau d'action pour le climat du Canada)

Modérateurs : Beth Lorimer (KAIROS) et Geneviève Gallant (BCRÉI)





PLAIDOYER CONJOINT

Le 28 avril : une journée de témoignage et d'espoir

À midi, plus de 100 personnes se sont rassemblées pour le rassemblement sur la Colline du Parlement. Le député Oliphant a reçu les plus de 75 500 signatures de Canadiens, en compagnie de la députée Judy Sgro. Des étudiants, des religieuses, des professeurs et des partenaires de la coalition ont apporté leur énergie et leurs appels à la justice à ce moment-là.

Le député Oliphant a parlé des fondements bibliques du Jubilé et de l'implication passée du Canada dans l'annulation de la dette souveraine, tout en soulignant le besoin urgent de s'attaquer au fardeau de la dette actuel, insoutenable et injuste, qui paralyse les pays en développement :

« Le Canada montre la voie depuis près de soixante-dix ans en matière d'annulation de la dette. On n'annule pas toute la dette, parce qu'en réalité, on veut un mélange de subventions et de prêts – ça aide les pays à assurer leur viabilité, à obtenir des cotes de crédit et à devenir des partenaires à part entière dans notre monde globalisé. Mais la dette peut être paralysante, insoutenable et peut faire baisser le niveau et la qualité de vie dont on profite tous. Je suis donc ravie de recevoir ces pétitions. »

La députée Judy Sgro : «On attend que tu travailles avec nous pour qu'on ait un monde meilleur »

Un impact concret, grâce à ton engagement

Cette campagne a mis en évidence un point important : **les députés sont à l'écoute de leurs communautés locales**. L'engagement des congrégations du BCRÉI – vos signatures, vos rencontres avec vos députés, votre présence assidue – a tissé un lien essentiel au sein de l'effort plus large de la coalition. Ensemble, cela a permis de favoriser :

- Un petit-déjeuner-débat parlementaire destiné aux députés
- La présence d'un représentant du gouvernement pour recevoir les pétitions lors d'un événement public Des échanges avec des élus à tous les niveaux et de tous les partis
- Une voix unifiée de la coalition en faveur de la justice en matière d'endettement et de climat





PLAIDOYER CONJOINT

Et maintenant?

Conclusion et prochaines étapes

Au cours de cette campagne de 15 mois, la coalition a tenu 26 rencontres avec des députés. Le 21 avril, les députés Brendan Hanley et Dominique O'Rourke ont présenté la pétition parlementaire à la Chambre des communes, et plusieurs autres députés devraient déposer des pétitions d'ici la fin juin. Les deux pétitions ont reçu des réponses de la ministre des Finances. On nous a aussi fait savoir que le député Rob Oliphant a soulevé la question de la dette auprès de la ministre des Affaires étrangères, Anita Anand.

La coalition a aussi demandé à comparaître devant le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international du Parlement dans le cadre d'une étude sur la crise de la dette. Le BCRÉI espère pouvoir présenter des déclarations et témoigner sur la question de la dette écologique et de l'exploitation financière mondiale.

- Regarde le député Brendan Hanley lire la pétition parlementaire à la Chambre des communes : [ParlVu](#) (Anglais)
- Lis la réponse du gouvernement, par l'intermédiaire du ministre des Finances, aux pétitions parlementaires : [Pétition 451-00919 - Pétitions](#)

Geneviève rencontre la sénatrice Mary Coyle

Le 16 juin 2026, Geneviève a rencontré la sénatrice Mary Coyle, de la Nouvelle-Écosse, ainsi que Beth Lorimer, de KAIROS, et Kiegan Irish, de DP-CC, pour voir comment faire avancer la question de la crise de la dette au Sénat. Amie de longue date de nombreuses congrégations religieuses, la sénatrice Coyle a donné des suggestions sur les personnes à contacter et des conseils sur le travail au sein des comités sénatoriaux.



Elle est notamment très active au sein du groupe « Sénateurs pour des solutions climatiques » et siège au Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, où on se concentre sur la politique climatique nationale et sur l'importance pour le Canada d'atteindre ses cibles en matière de GES. Voir sa récente déclaration : [Le gouvernement fédéral doit en faire davantage pour s'assurer que le Canada atteigne la neutralité carbone d'ici 2050](#). Mary a apprécié le fait que la dette soit présentée comme un enjeu étroitement lié au climat, pour lequel le Canada doit apporter sa juste part en matière d'atténuation, d'adaptation, ainsi que de pertes et de dommages. Les prochaines étapes comprennent une séance d'information potentielle à l'intention des députés et des sénateurs qui participeront à la COP31 cet automne.



DE LA PART DE NOS CONGRÉGATIONS

Réflexions des membres du BCRÉI : pétition sous forme de document parlementaire

Dans toutes les provinces et toutes les congrégations, les membres du BCRÉI ont interpellé leurs députés de façon créative, tenace et pleine d'espoir. Voici quelques exemples de leurs efforts.

Une réflexion du ministère de la justice « Martha » (Nouvelle-Écosse)

« Au début du printemps, des membres du groupe de base du Martha Justice Ministry ont eu l'occasion de rencontrer notre député Jaime Battiste (Cap-Breton – Canso – Antigonish) pour discuter de diverses questions de justice qui nous préoccupent, notamment la campagne « Transforme la dette en espoir ». On a parlé du formidable soutien dont bénéficie la campagne partout au Canada et on a demandé au député Battiste s'il pourrait envisager de déposer la pétition parlementaire qui demande au Canada d'agir pour mettre fin à la dette mondiale injuste qui paralyse les pays et empêche la prise de mesures climatiques nécessaires.



Même si le député Battiste n'a pas pu présenter la pétition, en raison de son rôle de secrétaire parlementaire, on a apprécié qu'il soit prêt à nous écouter et qu'il nous assure de son engagement commun envers ces enjeux étroitement liés que sont l'élimination de la pauvreté, la lutte contre les changements climatiques et la réconciliation. On était super contents d'avoir pu lui faire part de nos préoccupations et de promouvoir cette campagne importante auprès de notre député!

En plus de soutenir la campagne canadienne, les Marthas ont recueilli plus de 30 signatures en faveur de la pétition parlementaire qui sera déposée le mois prochain. Les Marthas continuent de faire le lien entre le local et le mondial dans leur engagement pour la justice et, comme le disent les Objectifs de développement durable des Nations Unies et l'Agenda 2030, « pour ne laisser personne de côté ».

– Darlene O'Leary, coordonnatrice du ministère « Martha Justice », Sœurs de Sainte-Marthe, Antigonish, Nouvelle-Écosse



DE LA PART DE NOS CONGRÉGATIONS

Réflexions des membres du BCRÉI : pétition sous forme de document parlementaire

Nouveau-Brunswick

Denise Lirette, Filles de Jésus

Grâce à cette expérience, Denise a mieux compris à quel point le militantisme demande souvent de la persévérance. Elle a tenté à deux reprises d'obtenir un rendez-vous avec la députée Ginette Petitpas Taylor, et comme ça s'est avéré difficile de fixer une date, elle s'est rendue sur place pour déposer la documentation de la campagne, puis elle a remis les feuilles de pétition signées. Quelques jours plus tard, elle a reçu un courriel indiquant que toute pétition devait comporter 500 signatures pour être présentée, ce qui l'a surprise, car ce n'est pas la procédure habituelle à la Chambre des communes. Denise pense quand même qu'elle pourrait trouver un moyen de rencontrer la députée Petitpas Taylor grâce au travail qu'elle fait avec des jeunes de sa région. Sa persévérance illustre bien le travail constant, souvent invisible, qui renforce le militantisme à l'échelle nationale.

Québec

Danielle Julien, Les Soeurs Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée-Conception

Danielle a invité la députée Emmanuella Lambropoulos à rencontrer les sœurs à leur résidence, mais la députée était en congé de maternité à ce moment-là. Sans se décourager, elle a recueilli les signatures des membres de sa congrégation et les a envoyées par la poste au personnel de Développement et Paix à Montréal, qui s'est engagé à les remettre lors de leur rencontre avec le député Carlos Leitão, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie. Grâce à ses efforts, la voix de sa communauté a pu se joindre à la campagne nationale coordonnée.

Nouvelle-Écosse

Karen Kelly, Congrégation de Notre-Dame – Province de la Visitation

Avec les membres du CND, qui ont eux aussi appuyé la campagne TDEE, Karen a recueilli des signatures pour la pétition parlementaire et les a transmises au député Braedon Clark. Malgré des demandes répétées auprès de son bureau, sa communauté attend toujours une réponse, ce qui illustre bien la patience et la persévérance que le militantisme exige souvent.

Ontario/Québec

Tara Hurford (Oblates – OMI Lacombe & NDC) and Sasquia (Le personnel du BCRÉI)

Ensemble, Tara et Sasquia n'ont pas ménagé leurs efforts pour rencontrer le député Greg Fergus et ont maintenant reçu la confirmation d'une rencontre prévue cet été. Leur engagement continu vient appuyer les efforts de la coalition dans son ensemble alors que la campagne touche à sa fin, mais la question de la justice en matière d'endettement reste une préoccupation constante.



AJOUTER NOTRE VOIX

Le BCRÉI dénonce la suppression du Bureau de l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE)

On est vraiment consternés par la décision du premier ministre Carney de supprimer le OCRE, un organisme qui avait été créé après plus d'une décennie de mobilisation de la part des groupes confessionnels et de la société civile en général.

Plus tôt cette année, plusieurs ministres ont cité le OCRE comme un exemple de l'approche du Canada pour respecter ses obligations internationales en matière de droits de la personne. Le gouvernement prétend maintenant qu'il peut être remplacé par une nouvelle loi sur le travail forcé présentée sous la pression des tarifs douaniers américains. C'est trompeur. Le OCRE avait un mandat bien différent et plus large : enquêter sur toute une gamme d'abus, notamment les dommages environnementaux, la dépossession de terres et les violations des droits de la personne liées aux activités minières canadiennes à l'étranger. Ces mécanismes ne sont pas interchangeables.

Le démantèlement du OCRE sape les engagements du Canada envers la dignité humaine et les droits de la personne à l'échelle internationale. Le BCRÉI demande le rétablissement immédiat d'un OCRE renforcé et **doté de tous les pouvoirs nécessaires, capable d'assurer la reddition de comptes et la justice que la situation exige en ce moment.**

On est solidaires des communautés qui ont subi des violations des droits de la personne, des droits du travail et de l'environnement de la part d'entreprises canadiennes à l'étranger. Elles méritent qu'on leur offre une véritable voie vers la responsabilisation et la justice.

En tant que membre du Réseau canadien pour la responsabilité des entreprises, Le BCRÉI se joint à ses partenaires pour lancer **un appel commun en faveur de la responsabilité et de la remise en place d'un OCRE véritablement indépendant, capable de protéger les droits de la personne et doté des outils d'enquête que le gouvernement avait promis mais qu'il n'a pas fournis.**

Lis la lettre du BCRÉI au premier ministre Mark Carney, puis on t'encourage à prendre un moment pour écrire à ton député local, en affirmant que le Canada doit rester ferme pour protéger la dignité et la justice des communautés partout dans le monde : [Le BCRÉI dénonce la suppression du OCRE- le Bureau des congrégations religieuses pour l'écologie intégrale](#) (Lettre en anglais)



AJOUTER NOTRE VOIX

BCREI se joint à l'appel en faveur d'un impôt sur les profits excédentaires des grandes sociétés pétrolières

Le BCREI s'est joint à plus de 60 syndicats, organisations de la société civile, groupes autochtones et communautés religieuses qui ont signé une lettre ouverte au premier ministre pour réclamer un impôt sur les profits exceptionnels des sociétés pétrolières et gazières.

Un sondage publié la semaine dernière montre que les deux tiers des Canadiens sont en faveur d'un impôt sur les profits exceptionnels des sociétés pétrolières et gazières, dont les recettes serviraient à lutter contre la crise du coût de la vie et à réduire nos factures d'énergie.

L'ampleur des profits exorbitants réalisés par l'industrie des combustibles fossiles, alors que les gens partout au Canada sont aux prises avec des factures de carburant élevées, est stupéfiante : selon des estimations prudentes, les sociétés pétrolières devraient engranger 10 millions de dollars par heure. Une taxe de 75 % sur les profits exceptionnels dépassant de 120 % les niveaux de profits d'avant la crise générerait plus de 40 milliards de dollars qui pourraient être redistribués aux Canadiens.

C'est écrit noir sur blanc : une taxe sur les profits exceptionnels est une solution réalisable, pratique et populaire. Lis la lettre ouverte : <https://350.org/ept/>

Et maintenant?

Alors qu'on se prépare pour notre journée de lobbying en septembre, le BCREI travaille à l'élaboration d'une proposition exhortant les membres du Comité permanent de l'environnement et du développement durable à étudier la mise en place d'un impôt sur les profits excédentaires.





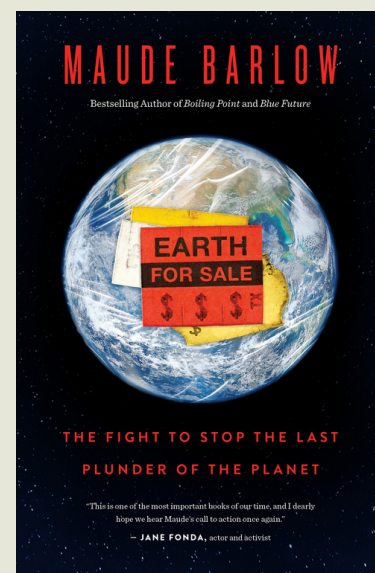
RESSOURCES

La Terre à vendre — La financiarisation de la nature avec Maude Barlow

Le 25 juin, le BCRÉI a organisé une discussion en ligne riche et d'actualité avec l'auteure et militante Maude Barlow à propos de son dernier livre, "Earth for Sale: The Fight to Stop the Last Plunder of the Planet". On a eu la chance de pouvoir compter sur la présence de plus de 75 participants qui se sont joints à nous en direct. Cette discussion est arrivée à un moment crucial, juste après que les évêques du Sud aient publié leur manifeste en prévision de la COP30, *Un appel à la justice climatique et à la maison commune: conversion écologique, transformation et résistance aux fausses solutions*, soulevant la question urgente : « **Qui détruit la Terre, et qui propose de fausses solutions?** »

Ensemble, on a examiné comment **la financiarisation croissante de la nature** redéfinit les décisions concernant les terres, l'eau, les forêts et la biodiversité, en soulignant pourquoi la protection des biens communs est essentielle pour préserver notre avenir à tous.

Maude nous a rappelé que, du point de vue de l'écologie intégrale, les droits de la personne et les droits de la nature sont indissociables, car chacun dépend de l'autre pour une véritable justice et une véritable durabilité. Elle a évoqué des avancées juridiques prometteuses, où des rivières, des forêts et des écosystèmes se sont vu accorder le statut de personne morale et ont été reconnus comme des entités dotées de droits, à l'image de la rivière Magpie au Canada. Ces « droits de la nature » affirment que les écosystèmes ont le droit inhérent d'exister, de se régénérer et d'évoluer.



Les réflexions de Maude ont souligné l'importance d'entamer un dialogue plus approfondi au Canada sur la façon dont les principes présentés dans le livre pourraient éclairer nos propres engagements environnementaux et moraux. Comme Maude nous l'a rappelé de façon si poignante, « on le doit à nos enfants » de veiller à ce que le monde naturel dont ils hériteront ne soit pas transformé en marchandise, mais chéri et protégé comme faisant partie de notre foyer commun.

Nous invitons nos membres et nos partenaires à approfondir ces thèmes grâce à « Earth for Sale » et au résumé des réflexions du BCRÉI:

Protéger notre maison commune : réflexions du BCRÉI sur la Terre à vendre

Cette conversation continuera de constituer un point de référence précieux alors que le BCRÉI continue de définir ses futures orientations en matière de défense des intérêts liés à la nature et aux biens communs. Si tu n'as pas pu te joindre à nous ou si tu souhaites revoir la discussion, tu peux visionner l'enregistrement complet ici : **enregistrement complet (anglais seulement)**



RESSOURCES

Extraits de « Écologie intégrale : comment le concept d'écologie intégrale évolue dans le contexte canadien »

Saisir l'occasion

Il y a tellement d'événements sociaux, politiques, économiques, environnementaux, religieux et culturels qui s'entremêlent qu'on ne sait presque plus où donner de la tête, et encore moins comment agir.

On parle de cette période comme d'une « polycrise », ce qui laisse entendre qu'on ne traverse pas tant plusieurs crises distinctes qu'une seule crise multidimensionnelle.

C'est là que réside l'espoir : si on arrive à cerner l'« unité » qui sous-tend cette polycrise, ou le cœur même de ce qui se passe, on peut créer un changement transformateur.

Bien sûr, il ne s'agit pas seulement de comprendre la crise. Il s'agit aussi de puiser dans cette motivation intérieure pour nous transformer nous-mêmes et transformer le monde — et de le faire de façon collaborative.

Et c'est là que le bât blesse : on vit aussi à une époque où les visions du monde (ces récits qui nous aident à nous comprendre nous-mêmes, ainsi que le monde, la planète et l'univers) sont fragmentées. À tel point qu'on a parfois l'impression que différents groupes sociaux vivent dans des mondes parallèles. Du coup, l'action collective et collaborative se fait de plus en plus rare, même si c'est justement ce dont le monde a besoin, que ce soit à l'échelle locale, nationale ou mondiale.

Il devient clair que « saisir l'occasion » posera des défis à la fois spirituels et éthiques.

- **Qu'est-ce qui doit changer dans notre compréhension de la place de l'humanité dans l'univers?**
- **Quel rôle créatif sommes-nous appelés à jouer dans l'histoire de la Terre?**
- **Quelle est la transformation que nous devons entreprendre?**



RESOURCES

Extraits de « Écologie intégrale : comment le concept d'écologie intégrale évolue dans le contexte canadien »

De plus en plus de membres de congrégations religieuses ont pris conscience qu'en cette période de crise écologique, un changement profond de vision du monde était indispensable. Les gens avaient besoin d'un nouveau récit global pour accompagner l'humanité dans sa transition : passer de relations économiques, culturelles **et spirituelles de domination sur la Terre à des relations transformées, fondées sur la solidarité et la communion au sein de la communauté terrestre.**

Pour trouver l'inspiration, on s'est tournés vers des auteurs comme Mary Evelyn Tucker, Swimme, Thomas Berry et Brian Heather Eaton, qui ont tous fait avancer cette transformation en proposant des visions écologiques holistiques intégrant la science, la spiritualité et l'éthique, tout en cultivant un respect profond pour toute forme de vie.

De même, les ordres religieux ont reconnu l'affinité entre **les visions écologiques de ces auteurs et la sagesse écologique des enseignements autochtones.** Un exemple en est le principe de la « vision à deux yeux » ou Etuaptmumk, développé par l'aîné mi'kmaw Albert Marshal de la Première Nation d'Eskasoni, à Unama'ki (Cap-Breton). La vision à deux yeux reconnaît que la complémentarité entre les visions du monde et les savoirs autochtones, d'une part, et les visions du monde occidentales, d'autre part, offre des perspectives et des points de vue plus complets. Regarder avec les deux yeux nous permet d'approfondir notre compréhension et d'évoluer vers une approche plus relationnelle et interconnectée, qui s'aligne bien avec l'écologie intégrale. Le travail de la biologiste autochtone Robin Wal Kimmerer illustre magnifiquement comment utiliser ses deux yeux pour explorer et embrasser cette relationnalité profonde.

Lorsque l'encyclique Laudato Si' a été publiée, l'accent qu'elle mettait principalement sur l'écologie intégrale a renforcé des visions écologiques antérieures. Ensemble, les idées et les récits tirés de ces sources jettent les bases d'une justice systémique en reliant le bien-être écologique à l'équité sociale et économique.

Lis l'article complet ici: [Ressources – Le Bureau des congrégations religieuses pour l'écologie intégrale](#)



À VENIR

REJOINS-NOUS : Rencontres du BCRÉI avec des députés – 22 septembre 2026

Le BCRÉI a invité les congrégations religieuses à participer à une série de rencontres avec des députés à Ottawa le **mardi 22 septembre 2026**, juste avant la conférence de l'ATRI (du 22 au 24 septembre). **Ces rencontres, qui auront lieu de 9 h à 15 h**, permettront aux participants d'échanger avec des députés du groupe de travail sur le climat du Parti libéral et du Comité permanent de l'environnement, à un moment crucial pour la politique climatique au Canada.

Ces rencontres s'inspireront en partie du document intitulé LE PLAN DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS POUR 2030 DU CANADA : LA POLITIQUE CLIMATIQUE FÉDÉRALE À LA CROISÉE DES CHEMINS, qui souligne de sérieuses préoccupations quant au fait que les décisions actuelles du gouvernement ne sont pas en phase avec les engagements climatiques annoncés et ne font pas preuve de l'urgence nécessaire pour faire face à la crise. Les participants auront l'occasion de mentionner ces conclusions et d'y réagir lors de leurs discussions avec les députés.

Au début du mois de juin, le BCRÉI a également présenté notre document sur l'écologie intégrale aux membres du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, pour ancrer nos prochaines réunions dans les valeurs et les analyses qui guident notre travail, et pour ouvrir la voie à un dialogue constructif dans les mois à venir. [Lis le document](#)

C'est une occasion unique pour les responsables de congrégations, le personnel et les collaborateurs qui prévoient déjà d'être à Ottawa pour la conférence de l'ATRI de nouer et de renforcer leurs liens avec les décideurs fédéraux. **On encourage vivement les membres du BCRÉI à envisager d'y participer, et le personnel du BCRÉI s'occupera de la préparation et t'apportera son soutien.** N'hésite pas à contacter Geneviève à l'adresse ggallant@orcie.org si des membres de ta congrégation souhaitent se joindre à nous.





QUI EST LE BCRÉI?

- Congregation Notre Dame-Visitation Province
- Congregation of Sisters of the Holy Name of Jesus and Mary
- Jesuits of Canada/Jésuites du Canada
- Les Soeurs Franciscaines Missionnaires de l'Immaculée-Conception
- Presentation Sisters
- OMI Lacombe and Notre-Dame-du-Cap
- Sisters Faithful Companions of Jesus
- Filles de Jésus
- Grey Sisters of the Immaculate Conception
- Our Lady's Missionaries
- School Sisters of Notre Dame
- Sisters of Charity, Halifax
- Sisters of Holy Cross/Sœurs de Sainte-Croix
- Sisters of Mercy
- Sisters of Our Lady of the Missions
- Sisters of St Joseph Canada
- Sisters of St Joseph Toronto
- Sisters of St Martha, Antigonish
- Sisters of St Martha, Charlottetown
- Soeurs de St Joseph de St Vallier
- Sisters of St Joseph of Sault Ste. Marie

REJOIGNEZ-NOUS !



Le BCRÉI est une petite organisation qui dépend entièrement des contributions annuelles des congrégations religieuses pour poursuivre son travail. Ces contributions, qu'elles soient modestes ou importantes, permettent à la voix morale et éthique des communautés religieuses de se faire entendre dans les discussions cruciales sur les politiques climatiques, là où elle est urgemment nécessaire.

Le soutien des congrégations religieuses a été essentiel à la croissance et à l'impact du BCRÉI, et nous vous sommes profondément reconnaissants de continuer à marcher à nos côtés sur ce chemin commun vers la justice écologique.

Nous invitons chaleureusement toutes les congrégations religieuses souhaitant rejoindre le réseau de soutiens du BCRÉI à contacter :

Geneviève Gallant,
directrice générale du BCRÉI
Tél. 613-400-1631 Courriel:
GGallant@orcie.org